

Contribution du village Europe, International et Défense (EID) du Mouvement démocrate sur le projet de rapport d'initiative du Parlement européen sur la crise du logement.

Contexte :

La commission parlementaire spéciale sur le logement prépare [un rapport d'initiative](#). Le rapporteur est le député européen PPE espagnol Borja GIMÉNEZ LARRAZ. Le rapport peut faire l'objet d'amendements en commission jusqu'au 20 octobre 2025.

Position :

Les membres du Village EID félicitent le député européen GIMÉNEZ LARRAZ pour le travail déjà réalisé.

Les membres du Village EID remercient les Jeunes démocrates européens pour leur document de position « [Bringing a European Response to the Housing Crisis](#) ». Ils invitent les parlementaires européens à en prendre connaissance car il s'agit d'une riche contribution au débat public.

Les membres du Village EID recommandent aux parlementaires du Parti démocrate européen de déposer des amendements sur le rapport GIMÉNEZ LARRAZ afin de :

1) Agir contre le logement vacant

Artificialiser les sols pour construire du neuf n'est pas la solution à promouvoir en premier alors qu'il y a des millions de logements vacants en Europe. S'il est évident que certains de ces logements sont anciens et en mauvais états et qu'ils devraient être rénovés, d'autres sont vides car ils sont de purs produits spéculatifs : il s'agit de logements anciens et en état habitable, d'autres encore sont neufs et non occupés.

Diverses solutions sont possibles pour lutter contre le logement vacant : elles peuvent être de l'ordre juridique ou fiscal.

Le village EID demande l'ajout d'un point :

« Avant d'agrandir encore les villes et de conquérir plus de foncier, les Etats membres devraient être invités à lutter contre le logement vacant en incitant par tout moyen les propriétaires à ne plus laisser des logements inutilisés. »

2) Lutter contre l'occupation illégale

Si l'occupation illégale de logements est un fléau contre lequel il convient de lutter efficacement, la mise en place d'un registre européen des occupations illégales apparaît comme une mesure totalement disproportionnée, très coûteuse, complexe à

mettre en place et à maintenir à jour et enfin certainement peu efficace car il n'existe pas de transhumance de l'occupation illégale en Europe.

Le village EID demande la suppression de la formulation « *mise en place d'un registre européen de l'occupation illégale.* »

3) Mettre à disposition davantage de logements étudiants

Partout en Europe, le coût de la vie est un frein aux études supérieures. Pour le village EID, les Etats membres devraient être incités à mettre à disposition davantage de logements étudiants. Tous les moyens possibles pour parvenir à cette fin devraient pouvoir être explorés.

4) Transformation de bureaux en logements

Pour le village EID, les Etats membres devraient développer des mécanismes juridiques et fiscaux afin de faciliter la transformation de bureaux en logements.

Le MoDem, avec la loi Daubié, dispose d'une expertise en la matière.

5) S'inspirer des bonnes pratiques sur le logement inter générationnel

Dans différents États membres, des solutions ont été déployées pour permettre à des personnes d'âges et de conditions sociales différentes d'habiter ensemble dans des habitats partagés qui sont, en plus d'être des logements, des espaces de solidarité et d'entraide mutuelle.

Nous souhaiterions que les États membres soient invités à échanger les bonnes pratiques en la matière.

6) Construire et rénover de manière durable

Le village EID rappelle qu'il est essentiel que pour la construction et la rénovation de logement, le recours à des solutions durables et respectueuses de l'environnement devrait toujours être privilégié.